

Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité

Semaine du 22 au 28 janvier 2018

édito :

un nouveau monde frappe à la porte

articles :

parlons Lactalis

les 100 plus gros

PROJET DE LOI ASILE-MIGRATION

il doit être retiré

Un nouveau monde frappe à la porte

Pierre Laurent présentait ses vœux le 15 janvier dernier. Il plaidait pour « **le droit au bonheur pour tous, un droit au progrès humain pour chaque être humain** ».

Le rapport sur les inégalités mondiales, publié en décembre, confirme l'envolée spectaculaire et continue des écarts de richesses au profit de 1% de la population mondiale. Nous n'acceptons pas ce monde. Oui, nous formons le vœu, et c'est le sens même de notre combat, du droit au progrès pour chaque être humain, le droit de vivre dignement en choisissant sa vie, le droit au progrès social, écologique, féministe pour toutes et tous, dans notre pays, la France, comme sur toute la planète, le droit d'avancer, tous et chacun, dans la solidarité. Oui, je sais, les temps politiques sont mauvais. Ils ne nous disent pas ça. Mais je crois que l'époque, elle, nous appelle à cela. Pourquoi en effet devrions-nous réserver à nos projets de vie individuels les belles utopies qui forment nos vœux en ce mois de janvier ? Au nom de quelle théorie, de quel raisonnement, de quel empêchement, de quelle raison d'État ? **Pourquoi donc nos rêves et nos utopies du quotidien ne formeraient-elles pas le grand projet commun d'un droit au progrès pour chaque être humain ?** Nous vivons l'époque où les révolutions techniques, scientifiques, démographiques, numériques offrent des possibilités inégalées d'épanouissement de toutes les capacités humaines : vivre dignement de son travail, se loger décentement, vivre en bonne santé, faire des projets d'avenir, en décider librement, se former, se cultiver, changer de métier, d'activité, créer, participer à la vie de la cité... Devenir maître de ses choix, être en capacité de décider, réinventer la politique. En tous domaines, nous sommes à l'heure des choix pour l'humanité. Et le choc des visions est partout. J'entends la parole libérée des femmes contre les violences sexistes qu'on veut aussitôt étouffer.

J'entends la colère du monde face à la bêtise raciste et criminelle de Donald Trump. J'entends l'arrogance du PDG de Lactalis, 8^e fortune française, 116^e fortune mondiale, justement le fameux 1%, à qui il faudrait déjà tout pardonner parce qu'il daigne sortir de son silence. J'entends l'inhumanité de Gérard Collomb contre les migrants et le manque de considération des associations qui les prennent en charge. Et je me dis : non, le monde n'appartient pas à ceux qui en détiennent aujourd'hui les clés. Un nouveau monde frappe à la porte, une nouvelle époque est possible, qu'il s'agit d'écrire ensemble.

Nous voulons la réussite solidaire, pour chacun, pour notre pays, pas la soumission aux « premiers de cordée ». La modernité d'Emmanuel Macron, c'est la version colorisée des vieux scénarios d'exploitation au service de la finance. Et ça se verra, de plus en plus. N'est-ce pas, Madame Muriel Pénicaud ? A qui ferez-vous croire encore longtemps que la rupture conventionnelle collective, cette méthode de licenciement de masse introduite au détour d'un article des ordonnances Macron contre l'avis de tous les syndicats, c'est, je vous cite, la meilleure manière d'éviter « le traumatisme du licenciement » ?

L'avenir du travail, l'or que nous avons chacun entre les mains, vaut bien mieux que ces vieilles sornettes. **Voilà pourquoi, nous communistes, avons décidé d'entamer l'année 2018 avec la tenue le 3 février prochain à Montreuil d'Etats généraux du progrès social**, auxquels j'ai le plaisir de tous vous convier ■

parlons Lactalis

Avec près de 10 milliards d'euros de fortune, Emmanuel Besnier le PDG de Lactalis, a multiplié par 2,5 cette fortune ces quatre dernières années.

Durant cette période, il a été le champion de l'écrasement du prix du lait payé aux agriculteurs. Les producteurs de lait sont devenus les otages de Lactalis qui a droit de vie ou de mort sur la filière. Comment le système capitaliste a-t-il pu mettre dans une telle dépendance nous tous, paysans et consommateurs ?

Le groupe est aujourd'hui au cœur d'une faille de la sécurité alimentaire, avec le scandale du lait infantile contaminé à la salmonelle. Et il continue à faire preuve de la même arrogance. Beaucoup de questions se posent : sur les conditions de travail et de production, sur les conditions de la distribution et du retrait des lots contaminés... Ces questions doivent être posées. La loi du secret, qui est une marque de fabrique du PDG, doit être brisée.

L'aveu du ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll, qui n'a jamais pu rencontrer le PDG même au cœur de la crise du lait, en dit long : les patrons du 1% se croient tout permis. Ils se prennent pour les maîtres du monde.

Toutes les questions doivent être posées. Par exemple, combien a-t-on supprimé d'emplois dans les administrations de contrôle de l'État depuis 2012 ? Mille postes supprimés ! Ou encore, quel est le montant du chèque d'économies sur son ISF que va toucher Emmanuel Besnier grâce à Emmanuel Macron, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin ? Car, Mr Emmanuel Macron, c'est bien ça les premiers de cordée. Il faut faire les liens qu'on nous interdit de faire. La crise Lactalis, c'est la crise d'un système hyper-productiviste visant le profit, toujours plus de profit.

Et il faut aussi interroger le mode de consommation auquel nous astreint ce système devenu fou. Car l'affaire Lactalis est le plus bel exemple qu'écologie et social ne font aujourd'hui qu'un. Si nous allons au bout de ces questions, comme vient de le demander le député communiste Sébastien Jumel, en réclamant la constitution d'une commission d'enquête, c'est tout un système qui sera mis à nu. Et c'est un système de pouvoirs qu'il faudra changer, car le pouvoir sur de tels enjeux industriels et alimentaires ne peut pas en démocratie appartenir à une si petite poignée d'actionnaires, vivant dans le secret le plus absolu ■

les 100 plus gros

Les 10 plus grandes fortunes de France détiennent 240 milliards d'euros de fortune.

Les 100 premières fortunes de France, 439 milliards d'euros.

C'est-à-dire qu'en France, 100 personnes détiennent autant d'argent à un instant T, que ce qu'1 million de smicards gagneront durant toute leur vie.

Et c'est la même chose dans le monde entier. Le 1% des plus hauts revenus capte à lui seul 27 % de la croissance mondiale, et soit dit au passage, des études montrent que ce 1% concentre les plus gros pollueurs de la planète.

Pendant ce temps, la moitié de la population de la planète capte à peine 12 % de la croissance mondiale ■

PROJET DE LOI ASILE-MIGRATION

il doit être retiré

C'est à une véritable levée de boucliers à laquelle se heurtent le président Macron, son Premier ministre et le ministre de l'Intérieur après la présentation des dispositions du projet de loi asile-migrations.

Des partis de gauche – Parti communiste français, France insoumise, Parti socialiste, EELV – à des députés LREM, 470 associations nationales et locales de solidarité avec les migrants, les syndicats CGT, CFDT, FSU et l'Eglise de France... tous condamnent sévèrement cette politique. Ce projet va au-delà de toutes les mesures répressives et d'expulsion déjà prises à l'égard de ces hommes et de ces femmes en état de vulnérabilité, fuyant la guerre, les violences, la misère. En agissant ainsi, le président de la République et le gouvernement, soutenus par Les Républicains et le FN, qui en veulent encore plus, instrumentalisent et attisent les peurs et les préjugés.

En effet, il n'existe aucune menace « d'invasion étrangère » ni de surcharge financière insupportable, ni de risque d'accueillir « toute la misère du monde »... ces propos ne reposent sur aucune réalité. Par contre, il n'est jamais fait mention des 3 millions de Français, migrants eux aussi, vivant à l'étranger, et qu'avec 6 migrants accueillis pour 1000 habitants (données Euro-stats) notre pays n'est qu'en vingtième position sur les 28 pays de l'UE. Tout le reste n'est que fantasmes !

La politique française doit prendre la pleine mesure des évolutions actuelles des mouvements migratoires. Les réponses apportées aujourd'hui, au même titre que celles de l'UE, sont les pires et porteuses de nouveaux drames, d'injustice et d'inhumanité. Cette politique de dissuasion migratoire, de renforcement des expul-

sions de migrants dits « clandestins », d'accords honteux et criminels avec la Turquie et la Libye, de construction de murs électroniques et de fermetures des frontières, d'aides au développement en Afrique, détournées en partie au profit de dispositifs sécuritaires, d'accords de libre échanges défavorables aux pays les plus pauvres : tout cela doit changer.

Dans cette mondialisation capitaliste, libérale et militarisée, la solidarité est la seule voie pour lutter contre les inégalités mondiales grandissantes, véritables bombes à retardement, les violences ethniques, religieuses et la montée des nationalismes. N'ajoutons pas du malheur au malheur à ces hommes et ces femmes qui cherchent refuge dans notre pays et à se construire une vie digne de ce nom. Et toujours des morts et disparus en Méditerranée.

Devant le tollé provoqué par ce projet de loi, le président Macron et le gouvernement doivent abandonner ce projet, abroger la circulaire du 12 décembre, organisant le flicage des migrants, stopper ce tri inhumain entre migrants, qui exclut les plus pauvres, qualifiés de « migrants économiques ». Il s'agit d'ouvrir une large concertation nationale pour l'élaboration d'une véritable loi d'accueil, d'hospitalité et de fraternité qui respecte les conventions internationales d'affirmation et de défense des droits humains et élargisse les critères d'accueil et multiplie les centres d'hébergement.

Le Parti communiste français, pour sa part, est engagé de longue date dans cette lutte. Avec ses élus, ses parlementaires, ses militants, il agit pour apporter une aide concrète à ces hommes et ces femmes vulnérables et travaille à des réponses politiques nouvelles en France et en Europe pour que notre pays redevienne la Patrie des droits de l'homme, terre d'accueil et de solidarité humaine ■